

## Conseil de gouvernement du jeudi 14 juin 2012

### **Le Conseil de gouvernement adopte un projet de décret fixant les modalités de répartition du soutien accordé aux partis politiques**

Le Conseil de gouvernement, réuni jeudi à Rabat, a adopté un projet de décret fixant les modalités de répartition du soutien accordé aux partis politiques et les modes de son allocation.

M. Mostapha El Khalfi, ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, a indiqué, lors d'un point de presse à l'issue de ce conseil, que le projet de décret porte sur la prise de mesures réglementaires relatives à la mise en œuvre des dispositions de l'article 32 de la loi organique 29-11 sur les partis politiques, qui a prévu un soutien annuel pour contribuer à la couverture des dépenses de gestion ainsi qu'une subvention relative au financement des congrès nationaux des partis.

Le projet de décret, a précisé le ministre, définit les modalités de répartition des montants globaux de soutien inscrits dans la loi de finances de chaque année, qui s'élèvent à 50 millions de DHS, ainsi que les modes et les critères à prendre en compte pour ce versement, entre autres le nombre de voix recueillies, le nombre de sièges et le seuil minimum de couverture des circonscriptions. Le ministre a indiqué que 75 pc des montants globaux iront au soutien de la couverture des dépenses de gestion des partis politiques et 25 pc seront affectés pour la couverture des frais occasionnés par les congrès nationaux ordinaires, mais à la condition que les partis tiennent effectivement ces assises.

Concernant les partis qui n'ont pas encore notifié leurs comptes financiers, M. El Khalfi a fait savoir qu'une commission se penche actuellement sur l'examen d'un rapport préparé par la Cour des comptes à ce sujet et que les résultats seront présentés dès que cette commission aura achevé ses travaux.

### **Le conseil de gouvernement adopte deux projets de loi et un décret relatif à la coopération arabe dans le domaine de gestion des opérations de secours**

Le Conseil de gouvernement a adopté, jeudi, deux projets de loi et un projet de décret relatifs à l'accord modifiant la coopération arabe dans le domaine de l'organisation et la facilitation des opérations de secours, ainsi qu'à la définition des règles d'hygiène des salariés exerçant à domicile et les engagements des employeurs vis-à-vis de cette catégorie.

Lors d'un point de presse à l'issue du Conseil de gouvernement, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a indiqué que le gouvernement a adopté le projet de loi 73-12, présenté par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération, relatif à l'accord modifiant la coopération arabe dans le domaine de l'organisation et la facilitation des opérations de secours signé, le 9 septembre 2009, au Caire.

M. El Khalfi a relevé que le Maroc, conscient de l'importance de la coopération arabe dans différents domaines, a adhéré à cet accord qui vise à consolider la coopération et la coordination entre les pays et les organisations arabes spécialisées dans le domaine de gestion des catastrophes à travers l'organisation et la facilitation des mesures de réponse rapide et instantanée pour le transport des experts et des équipements de secours.

Le Royaume a notifié sa réserve concernant l'expression "conflits armés", contenue dans l'article lié aux cas d'urgence, et ce à l'instar de l'Arabie Saoudite, le Sultanat d'Oman et du Qatar, a-t-il ajouté.

Le Conseil de gouvernement a, également, adopté le projet de décret 2-12-262, présenté par le ministre de l'Emploi et de la formation professionnelle, relatif à la définition des règles d'hygiène des salariés exerçant à domicile et les engagements des employeurs vis-à-vis de cette catégorie.

Ce projet définit, d'une part, les engagements des employeurs par rapport aux salariés exerçant à domicile, notamment les dangers liés à l'exercice de leur tâche, les précautions à prendre, la mise à leur disposition des équipements individuels de protection et des matières de travail qui n'altèrent pas leur santé, et d'autre part, les engagements des salariés exerçant à domicile, à savoir le respect des consignes de l'employeur pour éviter les accidents et les risques sanitaires, le recours aux moyens de prévention disponibles et aux équipements individuels de protection. Le projet de décret comprend, par ailleurs, des dispositions en relation avec le contrôle des conditions de travail des salariés travaillant à domicile.

M. El Khalfi a, en outre, noté que le Conseil de gouvernement a reporté l'adoption du projet de loi 72-12 relatif à l'accord commercial de lutte contre la contrefaçon, signé, le 1er octobre, à Tokyo.

Le chef du gouvernement, Abdelilah Benkirane, s'est arrêté, au début du Conseil de gouvernement, sur les examens du baccalauréat qui se sont déroulés dans de bonnes conditions et a salué, à cette occasion, le traitement rigoureux de l'administration de certains cas de fraude et la réaction favorable de la société vis-à-vis de ces efforts, a indiqué M. El Khalfi.

Il a ajouté que le ministre délégué auprès du chef de gouvernement chargé de la Fonction publique et de la modernisation de l'administration a présenté un exposé sur la décision 12/854 du Conseil constitutionnel du 3 juin relative à la loi organique 02-12 régissant la nomination dans les hauts postes de responsabilité en application des articles 49 et 92 de la Constitution.

### **Le dialogue est ouvert avec les syndicats pour définir un nouveau régime indemnitaire du ministère de l'Economie et des finances**

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Mustapha El Khalfi, a annoncé, jeudi à Rabat, l'ouverture du dialogue avec les syndicats les plus représentatifs en vue de définir un nouveau régime indemnitaire du ministère de l'Economie et des finances.

Ce nouveau régime sera basé sur les règles de la transparence, la justice, l'équité et le mérite, a affirmé M. El Khalfi lors d'un point de presse à l'issue du conseil de gouvernement, faisant savoir qu'une commission technique a été mise en place pour cette fin.

Par ailleurs, le ministre a indiqué que la Cour des comptes mène depuis trois mois une opération d'audit au sein du ministère de l'Economie et des finances, notamment des comptes spéciaux du ministère, ajoutant que le gouvernement ambitionne de "rompre avec les pratiques du passé".

M. El Khalfi a précisé, à ce propos, que le ministre de l'Economie et des finances et le ministre chargé du budget se sont abstenus, depuis la nomination du gouvernement, de percevoir toute indemnité ne s'inscrivant pas dans le cadre du décret qui fixe les indemnités des ministres.